



URGENCE SOCIALE

La situation sociale aujourd'hui dans notre pays est insupportable:

- ✓ **La misère se développe** et touche une grande partie de la population. Personne aujourd'hui n'est à l'abri en raison d'une précarité galopante et d'une politique d'exclusion sociale.
- ✓ **Le déclin industriel** se concrétise par des centaines de fermetures de sites industriels comme Freescale et Molex dans notre département, jetant des dizaines de milliers de salariés à la rue.
- ✓ **La disparition des services publics** dans les territoires, notamment dans le rural, est la conséquence de choix politiques favorisant le financement de grands groupes privés au détriment de politiques publiques ambitieuses.

L'austérité amplifie la détresse sociale

L'austérité comme remède à la crise, imposée par la Troïka, nous mène à la ruine

Partout en Europe, le chômage se développe, les salaires ne permettent plus de vivre, les retraités sont sacrifiés ! Le modèle social, issu de l'après guerre, est détricoté par un patronat qui réclame encore de nouveaux cadeaux fiscaux et entend détourner la colère qui s'exprime dans la rue pour défendre ses propres intérêts.

Le « ras-le-bol » des salariés en France, comme dans les autres pays européens, est légitime et doit maintenant devenir le moteur d'une transformation sociale pour réclamer :

- ✓ **Un SMIC à 1700 euros.** Cette revalorisation nécessaire du pouvoir d'achat dont les conséquences immédiates seraient : le recul de la misère, la relance de l'économie par la consommation.
- ✓ **Une grande réforme fiscale** pour une plus grande justice. Cette réforme permettrait une juste répartition de l'effort et une meilleure redistribution des richesses. Elle favoriserait le développement de l'investissement et de la recherche et une politique publique volontariste adaptée aux besoins des populations.

Les politiques sociales se gagnent dans la rue

Pour reprendre la rue, face à un patronat offensif et devant un gouvernement démissionnaire, la Cgt appelle l'ensemble des salariés à de larges mobilisations.

La lutte pour les retraites mais aussi pour l'emploi et les salaires doit se poursuivre. L'UD Cgt 31, avec les autres forces syndicales, vous appelle à prolonger les initiatives en cours.

Dans la continuité du combat contre la réforme des retraites :

Rassemblement le 26 novembre à 12h

devant la Préfecture.

D'ores et déjà une action nationale interprofessionnelle est prévue début janvier sur les questions sociales.

Aujourd'hui le FN et le patronat trompent les citoyens.

Le premier cherche à opposer les salariés des différents pays et le second à les mettre en concurrence.

Ils ne cherchent qu'à récupérer à leur profit l'exaspération sociale.

C'est à nous toutes et tous de construire dès à présent ces mobilisations.